



## **Masques : déclaration du PCF**

La crise sanitaire sans précédent que nous vivons a dévoilé l'irresponsabilité du capitalisme et des politiques néolibérales. Ces dernières décennies, les différents gouvernements ont progressivement affaibli notre système de santé en exonérant par des cadeaux fiscaux la participation des plus riches à la solidarité nationale. Depuis des années, nous pointons ce problème dans la répartition des richesses produites par le travail, qui se fait au profit du capital. On le sait aujourd'hui, cet affaiblissement a réduit notre capacité à faire face au coronavirus. Il est directement responsable du décès de nombre de nos concitoyens.

En plus du scandale de l'hôpital public, c'est celui des protections qui est aujourd'hui sur la scène. Dans la plus pure logique libérale, le gouvernement n'a pas voulu conserver une importante réserve de masques, estimant que l'entretien d'une telle réserve de sécurité présentait un coût dont nous pouvions nous passer. Nous pouvons constater le désastre sanitaire et économique d'une telle stratégie d'économies de bouts de chandelles.

Démunis, des soignants qui ne voulaient qu'exercer leur métier, ont été désignés en héros pour masquer ce qui est en réalité un sacrifice sur l'autel des profits de quelques-uns. Pour cacher cette réalité, le Président Macron n'a pas hésité à travestir le sens des mots, en parlant de guerre ou de héros. Il pervertit également la vérité, quand celle-ci est jugée contraire à ses intérêts. Ainsi, les porte-paroles du pouvoir ont considéré que puisqu'il n'y avait pas de masque, c'est que ceux-ci étaient inutiles. Et lorsque les masques arrivent enfin, ils deviennent indispensables, souvent obligatoires.

Et pourtant, l'État ne se soucie pas de l'accès à ces masques si importants et laisse la grande distribution, déjà grande gagnante du confinement, en vendre à vil prix. Les collectivités essaient d'en fournir tant bien que mal à leur population. La distribution est confuse, le matériel pas toujours de bonne qualité et la production repose parfois sur un travail gratuit, touchant principalement les femmes. Profitant de la confusion et par opportunisme, certains en font un enjeu des élections municipales.

Cette désorganisation génère le risque supplémentaire de la si redoutée deuxième vague. De plus, le prix des masques prive de protection les populations les plus nombreuses, pauvres et victimes de comorbidités dangereuses.

Au-delà du ou des deux masques que les collectivités parviennent parfois à fournir aux habitants, le mot d'ordre, c'est « protégez-vous mais démerdez-vous ! ». Cette approche individuelle de la protection est propre au néolibéralisme et nous la dénonçons déjà à propos de la réforme des retraites. Elle revient avec violence dans cette crise des masques. L'État démissionne et laisse chaque individu se protéger seul, alors même que le risque est collectif.

Nous communistes, demandons la réquisition des masques et des bénéfices de leur vente réalisés jusque-là par les grandes enseignes privées. Nous demandons une distribution de protections aux normes et accessibles à toutes et à tous, organisée par l'État en lien avec les collectivités locales, gratuite et financée par la sécurité sociale.

Nous considérons que la sécurité sociale est l'outil économique de solidarité le plus adapté pour une telle campagne de protection. Pour cela, elle doit être financée convenablement. Capitalistes et gouvernements libéraux accusaient jusque-là la sécurité sociale d'appauvrir la société. Aujourd'hui nous constatons que c'est son sous-financement qui nous plonge dans la crise sanitaire, économique et sociale. Aujourd'hui, nous constatons que ce sont les capitalistes et les politiques néolibérales qui appauvrissent la société, jusqu'à la mettre en danger.

À quelques jours du 27 mai, journée nationale de la résistance et date anniversaire de la création du Conseil national de la résistance, nous disons que le temps est venu de rompre avec cette organisation insensée de l'économie et de la société. Le temps est venu d'une organisation sociale basée sur le partage des richesses produites par le travail, sur l'appropriation collective et démocratique des moyens de production, d'échange et de communication. C'est sur cet objectif que le PCF propose à la société française de se rassembler, à toutes les forces éprises de justice sociale et de démocratie d'unir leurs volontés pour véritablement changer la donne.

Nancy, le 20 mai 2020